

« L'écart entre les promesses et la réalité existe toujours »



À Herve, la ministre Marie-Martine Schyns reste la chef de file du cdH. Elle n'a pas manqué un seul conseil communal.

Edo Philippe Lohaye

Marie-Martine Schyns et le groupe cdH estiment que les promesses ne sont pas tenues. « Les gens attendaient beaucoup, nous n'y sommes pas. »

● Interview : Pierre LEJUNE

« On a l'impression d'un grand écart entre les promesses électorales et la réalité », ce sont vos propos en mars 2013. HDM a avancé sur la majorité

des pistes évoquées lors des débats préélectoraux dans nos colonnes, mais reste le couac des taxes. Cet écart s'est-il résorbé depuis lors ? L'écart existe toujours. Il y a toute une liste qu'on a établie en groupe en regardant leur programme... Juste quatre exemples. Un : la promesse de ne pas aller dans la poche du citoyen, elle est bafouée dès le premier mois. Deux : l'engagement de diminuer la dette mais elle reste au-delà de 30 millions d'euros, ce n'est donc pas le cas alors qu'il y a eu ventes de biens immobiliers

(des one-shots) et des arriérés des pompiers. Trois : le soutien aux associations culturelles et aux comités, alors qu'ils ont réduit les subsides, raccourci la liste du prêt de matériel et augmenté les tarifs de location des salles en créant des différences entre les villages (ils avaient pourtant annoncé la gratuité). Quatre : la diminution des frais inutiles, alors qu'ils ont augmenté les frais de représentation (on l'a déjà dénoncé).

Le redressement des comptes de la commune est une réalité puisque d'un compte 2012 en négatif de 13

« C'est important de travailler avec les acteurs culturels et associatifs de Herve. Pas pour récupérer leur événement, mais pour qu'ils en organisent ! »

Marie-Martine SCHYNS

million d'euros, la tendance s'est inversée avec un compte 2015 présentant un boni de 15 200 €. Tout en soutenant un « réalisme financier », vous préconisez une hausse de l'IPP de 7,5 à 8 % au lieu de 8,3 %. Est-ce que cela aurait suffi et y avait-il d'autres pistes plus que celles empruntées par HDM ? C'est HDM qui est à la manœuvre... Mais je constate, à l'analyse du compte 2015, qu'on peut dire que la situation n'était pas aussi catastrophique qu'ils le disaient, sinon il aurait fallu d'autres mesures. Nous avions d'ailleurs déjà commencé, en 2012, à réduire le recours à l'emprunt. Mais quand on voit le compte 2015, on peut dire que ça aurait suffi d'augmenter l'IPP à 8 %, comme ce fut proposé par l'un de nos amendements.

cités et est-ce que cela sera suffisant pour relancer l'hyper-centre ? Un dossier comme celui du site Chapelier est toujours à l'état de projet. Pour la rue Haute et le site du Try, c'est Herve mais ce n'est pas le cœur de la ville. Il reste des endroits attractifs dans Herve mais il manque quelque chose pour le cœur de la ville. On a attendu beaucoup du marché mais je constate, car j'y vais, qu'il n'y a pas foule et pas beaucoup de marchands. Il faudrait peut-être faire une analyse globale de revitalisation du centre-ville car, à mon sens, cela n'a pas vraiment évolué. Enfin, il y a des acteurs culturels et associatifs à Herve. C'est important de travailler avec eux, pas pour récupérer leur événement mais pour qu'ils en organisent.

Cherchez-vous toujours le « grand projet fédérateur » annoncé par HDM ou êtes-vous convaincue par les arguments de « sérieux et de rigueur » avancés par un bourgmestre qui se veut « rassembleur, ambitieux, optimiste et humble », selon les adjectifs employés par Pierre-Yves Jeholet en décembre 2015 ?

Des investissements ont été réalisés dans les écoles de José, Grand-Rechain, Whendellesses et d'autres sont prévus à Bruyères, Chainex ou encore José dont on attend une bonne nouvelle émanant du cabinet de la ministre de l'Enseignement. On vous sait donc sensible à ces dossiers, est-ce ici une bonne note à attribuer à la majorité ?



On a entendu parler d'une grande vision globale... mais je ne la sens pas du tout. Je pense qu'il a dit, en conseil ou en débat, que le fait qu'HDM soit là, c'était déjà une vision et un grand projet. Je crois que ce n'est pas ce que les Herviens attendaient. Il y a certes des projets qui continuent mais ce sont des dossiers initiés auparavant, comme le site Chapelier. Et ce n'est pas un dossier vraiment fédérateur (il n'y en a pas). Quant au côté rassembleur, j'ai plutôt l'impression qu'il bipolarise les citoyens. Nous, on cherche surtout la vision globale, car on ne voit pas un plan d'avenir pour Herve.

Les documents pour l'école de José sont à l'inspection des Finances, on va continuer à avancer dessus. Après, pour les autres écoles, je pense qu'il y avait des dossiers lancés avant l'arrivée d'HDM. On continuera à soutenir ces dossiers car c'est la politique d'André Smets (il a commencé ça sur fonds propres, il faut aujourd'hui aller chercher les subsides). Ce sont des dossiers très importants pour Herve.

Le regroupement des services sociaux sur le site du Try participera au redéveloppement du centre de Herve, avec le site Chapelier ou la rénovation de la rue Haute. Ce projet semble aujourd'hui être soutenu par l'ensemble des élus. Le consensus des « 25 » est-il de mise pour les gros dossiers comme ceux précédemment

Quel est, selon vous, le défi brillamment relevé par HDM ? L'accueil des nouveaux arrivants avec un moment spécial qui leur est réservé. Ce n'est pas un grand défi mais c'est bien.

Et le rendez-vous manqué d'HDM avec les attentes des Herviens ? De manière générale, c'est cette promesse d'un changement, d'un nouveau souffle. Les gens attendaient beaucoup, nous n'y sommes pas. ■

Personnel : « Je constate un certain turn-over »

En matière de gestion du personnel, le cdH « sent une gestion pyramidale, avec la base qui se sent opprimée ». L'analyse des risques psychosociaux a donné ses résultats. Quels sont les reproches ou les avancées qu'on peut formuler ? Tout cela se passe dans le cadre du CPPT (NDLR : Comité pour la prévention et la protection au travail). L'enquête du CESI a débouché sur trois endroits (écoles, service...) où il y a un problème, un malaise. En juin, la majorité a annoncé des rencontres avec ces endroits ou services. La réunion de septembre a été reportée par les syndicats mais nous restons attentifs par rapport aux propositions de la majorité vis-à-vis de ces endroits. Je constate aussi qu'il y a un certain turn-over au service des ouvriers. Ces

nouveaux engagements résultent sans doute de gens qui s'en vont... Cette gestion des ressources humaines est préoccupante. Quels avis portez-vous sur la « modernisation des commissions » (selon le directeur général, il y a eu 17 commissions générales du conseil, 3 commissions sécurité et 2 commissions travaux/urbanisme depuis le 1^{er} janvier 2013) et sur la participation des citoyens au débat politique ? Je n'en pense rien car il ne s'est rien passé. Les gens nous ont fait remarquer, via notre petite enquête (qui n'a rien de scientifique), que les élus paraissent peu joignables et qu'il n'y avait pas grand-chose en termes de participation citoyenne. Ils parlent de l'interpellation en conseil (NDLR : une demande est par-

venue pour le conseil du 17) mais ça existe dans le règlement d'ordre intérieur depuis 2008. Même au niveau des commissions, nous n'en avons pas deux par mois (loin de là). Il y a eu un groupe de travail sur le co-accueil et un groupe sur le site Chapelier. Pour le reste, il n'y a rien. La fabrique d'Église de José parlait, le samedi 1^{er} octobre, « d'un contact suspendu ». Cela vous inspire quoi ? Je pense qu'il y a de véritables signaux lancés par les citoyens, et c'est interpellant. Nous, nous avons toujours essayé d'être sur le terrain, à l'écoute. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de réunions mises en place par la majorité, mais visiblement l'opposition n'y est pas invitée et les gens ne sentent plus écoutés. ■ P.Lj.



L'Avenir - Local: Le Jour Verviers 10/10/2016, pages 4 & 5
Tous droits réservés. Réutilisation et reproduction uniquement avec l'autorisation de l'éditeur de L'Avenir - Local: Le Jour Verviers

